

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- AOUT 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) pour l'année 2022 intervient dans un contexte caractérisé, d'une part, par la poursuite de la reprise de l'activité économique et, d'autre part, par la hausse des cours internationaux des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, la montée des tensions inflationnistes et les perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement à l'échelle mondiale. A côté de ces facteurs, l'année agricole a subi l'effet d'une faible pluviométrie ayant impacté négativement la récolte céréalière.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin Août 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 30,4 MM.DH, contre 43,3 MM.DH à la même période de 2021, soit une amélioration de près de 13 MM.DH. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+33,5 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+20,6 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

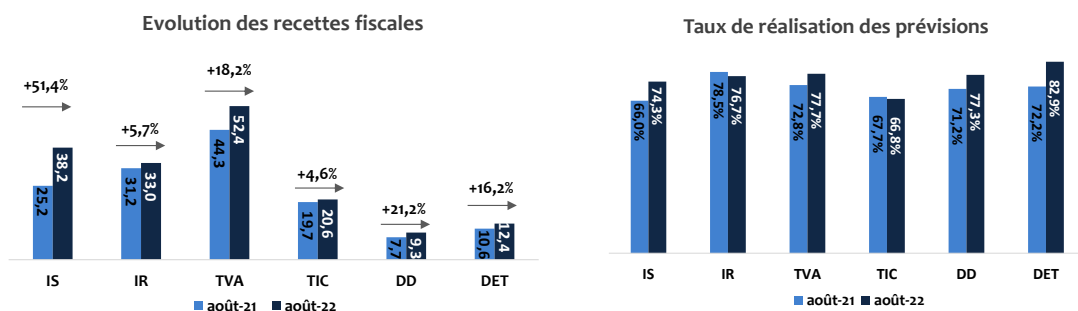
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 33,5 MM.DH ou 21% comparativement à fin août 2021 et un taux de réalisation de 73,5% par rapport aux prévisions de la LF.

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 27,6 MM.DH ou 19,8%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 75,1%, et ce, en dépit de l'augmentation des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux qui ont porté sur un montant total de 9,4 MM.DH, contre 6,9 MM.DH à fin août 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de près de 13 MM.DH (+51,4%) suite à l'amélioration notable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,9 MM.DH, +150%), du 1^{er} acompte (+3,6 MM.DH, +67,9%) et du 2^{ème} acompte (+2,9 MM.DH, +43,7%) ;
- Augmentation de l'IR de 1,8 MM.DH (+5,7%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+1,6 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+283 M.DH) ;
- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1 MM.DH (-5,7%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (5,3 MM.DH contre près de 3,9 MM.DH à fin août 2021) ;

- Augmentation de la TVA à l'importation de près de 9 MM.DH (+32,7%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (+45,9% à fin juillet 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 901 M.DH (+4,6%), attribuable aux TIC sur les tabacs (+519 M.DH, +7%) et sur les produits autres que les produits énergétiques (+324 M.DH, +22,9%) ;
- Hausse des droits de douane de 1,6 MM.DH (+21,2%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 1,7 MM.DH (+16,2%) attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (+1,4 MM.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+136 M.DH) et de la TSAV (+113 M.DH).



... et amélioration des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à près de 23,4 MM.DH contre 17,6 MM.DH à fin août 2021, soit une hausse de 5,8 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 7,1 MM.DH, dont 4 MM.DH versés par l'OCF, 2,2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 505 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 16,3 MM.DH, dont 10,2 MM.DH au titre des financements innovants.

DEPENSES

Une augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 22 MM.DH (+12,9%) et un taux d'exécution de 73,5%.

Cette évolution par rapport à fin août 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+15,9 MM.DH) et des dépenses au titre des biens et services (+5,1 MM.DH).

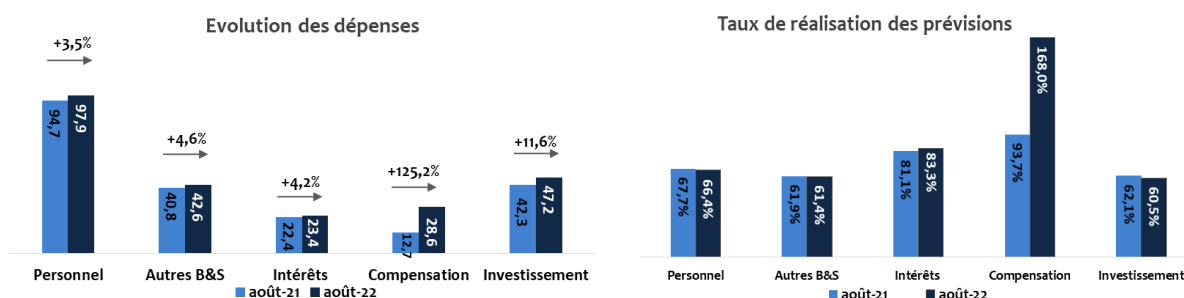
L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 801,5 \$/T contre près de 563 \$/T à fin août 2021. Ces charges se sont situées à 28,6 MM.DH, soit un taux de réalisation de 84,5% par rapport à la prévision actualisée à ce titre (33,8 MM.DH). Il est à signaler que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 2,1 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

La progression des dépenses de biens et services recouvre un montant de 1,9 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 3,3 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu une hausse de 940 M.DH pour se situer à 23,4 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+1 MM.DH) et un léger recul de ceux afférents à la dette extérieure (-61 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 779 M.DH, contre un solde négatif de 10,7 MM.DH à fin août 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 47,2 MM.DH, contre 42,3 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 60,5%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 16 MM.DH, contre 9,8 MM.DH à fin août 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,4 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,6 MM.DH à fin août 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 3,6 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 34 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 14,2 MM.DH et 7,3 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 3,5 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 83,7 MM.DH, contre 88,6 MM.DH au titre de la même période de 2021, et des remboursements en principal pour 69,5 MM.DH, contre 57,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 13,6 MM.DH, contre 9,2 MM.DH à fin août 2021, et des amortissements de 6,2 MM.DH, soit quasiment le même niveau enregistré un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

| | Août | Loi de finances | Août | Août 2022 / Août 2021 | | Taux de réalisation |
|---|----------------|-----------------|----------------|-----------------------|----------------|---------------------|
| | 2021 | 2022 | 2022 | en % | en valeur | en % |
| I - RECETTES ORDINAIRES | 159.808 | 262.906 | 193.330 | 21,0% | 33.522 | 73,5% |
| RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat) | 154.393 | 257.906 | 193.330 | 25,2% | 38.937 | 75,0% |
| Recettes fiscales | 139.846 | 222.863 | 167.476 | 19,8% | 27.630 | 75,1% |
| - Impôts directs | 57.531 | 97.693 | 72.824 | 26,6% | 15.293 | 74,5% |
| - Impôts indirects | 64.014 | 98.243 | 73.005 | 14,0% | 8.991 | 74,3% |
| - Droits de douane | 7.665 | 12.027 | 9.291 | 21,2% | 1.626 | 77,3% |
| - Enregistrement et timbre | 10.636 | 14.901 | 12.356 | 16,2% | 1.720 | 82,9% |
| Recettes non fiscales | 17.561 | 35.944 | 23.401 | 33,3% | 5.840 | 65,1% |
| - Recettes en provenance des établissements et entreprises publics | 6.789 | 13.985 | 7.111 | 4,7% | 322 | 50,8% |
| - Autres recettes | 5.357 | 16.959 | 16.290 | 204,1% | 10.933 | 96,1% |
| - Cession de participations de l'Etat | 5.415 | 5.000 | 0 | - | -5.415 | 0,0% |
| Recettes de certains CST | 2.401 | 4.100 | 2.453 | 2,2% | 52 | 59,8% |
| - Fonds de soutien des prix | 174 | 600 | 240 | 37,9% | 66 | 40,0% |
| - Fonds spécial routier | 2.227 | 3.500 | 2.213 | -0,6% | -14 | 63,2% |
| II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST | 203.099 | 335.554 | 223.688 | 10,1% | 20.589 | 66,7% |
| DEPENSES ORDINAIRES | 170.579 | 262.061 | 192.551 | 12,9% | 21.972 | 73,5% |
| Biens et services | 135.440 | 216.967 | 140.577 | 3,8% | 5.137 | 64,8% |
| Personnel (1) | 94.661 | 147.537 | 97.929 | 3,5% | 3.268 | 66,4% |
| Autres biens et services | 40.779 | 69.430 | 42.648 | 4,6% | 1.869 | 61,4% |
| Dettes publiques (2) | 22.441 | 28.075 | 23.381 | 4,2% | 940 | 83,3% |
| Intérieure | 19.394 | 23.390 | 20.395 | 5,2% | 1.001 | 87,2% |
| Extérieure | 3.047 | 4.684 | 2.986 | -2,0% | -61 | 63,7% |
| Compensation (3) | 12.698 | 17.020 | 28.593 | 125,2% | 15.895 | 168,0% |
| SOLDE ORDINAIRE | -10.771 | 845 | 779 | -107,2% | 11.550 | 92,2% |
| INVESTISSEMENT | 42.281 | 77.993 | 47.174 | 11,6% | 4.893 | 60,5% |
| dont Fonds spécial routier | 1.503 | 3.500 | 1.551 | | | 44,3% |
| SOLDE DES CST (4) | 9.761 | 4.500 | 16.037 | 64,3% | 6.276 | 356,4% |
| DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL | -43.291 | -72.648 | -30.358 | -29,9% | 12.933 | 41,8% |
| VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE | -18.512 | | -3.608 | | 14.904 | |
| BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT | -61.804 | -72.648 | -33.967 | -45,0% | 27.837 | 46,8% |
| FINANCEMENT INTERIEUR | 58.827 | 51.976 | 26.642 | | -32.185 | 51,3% |
| Endettement intérieur | 34.794 | | 14.166 | | -20.628 | |
| Autres opérations | 24.033 | | 12.476 | | -11.557 | |
| FINANCEMENT EXTERIEUR | 2.976 | 20.672 | 7.324 | | 4.348 | 35,4% |
| Tirages | 9.176 | 40.000 | 13.566 | | 4.391 | 33,9% |
| Amortissements | -6.200 | -19.328 | -6.242 | | -43 | 32,3% |

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

| | Août | Loi de finances | Août | Août 2022 / Août 2021 | | Taux de réalisation |
|---|----------------|-----------------|----------------|-----------------------|---------------|---------------------|
| | 2021 | 2022 | 2022 | en % | en valeur | en % |
| RECETTES FISCALES | 139.846 | 222.863 | 167.476 | 19,8% | 27.630 | 75,1% |
| Impôts directs | 57.531 | 97.693 | 72.824 | 26,6% | 15.293 | 74,5% |
| Taxe professionnelle | 127 | 220 | 72 | -43,3% | -55 | 32,7% |
| Impôt sur les sociétés (I.S) | 25.247 | 51.447 | 38.227 | 51,4% | 12.980 | 74,3% |
| Impôt sur le revenu (I.R) | 31.237 | 43.041 | 33.021 | 5,7% | 1.784 | 76,7% |
| Contribution sociale de solidarité sur les bénéfécies | 74 | 0 | 5 | -93,2% | -69 | - |
| Taxe urbaine/d'habitation | 16 | 22 | 9 | -43,8% | -7 | 40,6% |
| Majorations | 814 | 2.136 | 1.098 | 34,9% | 284 | 51,4% |
| Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique | 0 | 800 | 363 | - | 363 | 45,4% |
| Autres impôts directs | 16 | 25 | 29 | 81,3% | 13 | 114,5% |
| Impôts indirects | 64.014 | 98.243 | 73.005 | 14,0% | 8.991 | 74,3% |
| Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) | 44.333 | 67.446 | 52.423 | 18,2% | 8.091 | 77,7% |
| (Intérieure) | 16.651 | 24.346 | 15.694 | -5,7% | -957 | 64,5% |
| (Importation) | 27.682 | 43.100 | 36.729 | 32,7% | 9.048 | 85,2% |
| Taxe intérieure de consommation (T.I.C) | 19.681 | 30.796 | 20.582 | 4,6% | 901 | 66,8% |
| (Tabacs) | 7.451 | 11.813 | 7.970 | 7,0% | 519 | 67,5% |
| (Produits énergétiques) | 10.820 | 16.995 | 10.878 | 0,5% | 58 | 64,0% |
| (Autres) | 1.410 | 1.989 | 1.734 | 22,9% | 324 | 87,2% |
| Droits de douane (D.D) | 7.665 | 12.027 | 9.291 | 21,2% | 1.626 | 77,3% |
| Enregistrement et timbre (D.E.T) | 10.636 | 14.901 | 12.356 | 16,2% | 1.720 | 82,9% |
| RECETTES NON FISCALES | 17.561 | 35.944 | 23.401 | 33,3% | 5.840 | 65,1% |
| - Recettes en provenance des établissements et entreprises publics | 6.789 | 13.985 | 7.111 | 4,7% | 322 | 50,8% |
| - Autres recettes | 5.357 | 16.959 | 16.290 | 204,1% | 10.933 | 96,1% |
| - Cession de participations de l'Etat | 5.415 | 5.000 | 0 | - | -5.415 | 0,0% |
| Recettes de certains CST | 2.401 | 4.100 | 2.453 | 2,2% | 52 | 59,8% |
| Fonds de soutien des prix | 174 | 600 | 240 | 37,9% | 66 | 40,0% |
| Fonds spécial routier | 2.227 | 3.500 | 2.213 | -0,6% | -14 | 63,2% |
| RECETTES ORDINAIRES | 159.808 | 262.906 | 193.330 | 21,0% | 33.522 | 73,5% |
| RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat) | 154.393 | 257.906 | 193.330 | 25,2% | 38.937 | 75,0% |